

De Wever recadre Kris Peeters

PARTIS « Mes propos sont transformés »

Le président de la N-VA Bart De Wever a réagi lundi aux propos de Kris Peeters dans *Le Soir* et *De Standaard* de samedi. Le vice-Premier accusait le président de la N-VA de vouloir donner des pouvoirs exorbitants aux bourgmestres. « Il a mal compris, estime le bourgmestre d'Anvers. Comme si je me posais en bourgmestre illuminé qui demande le droit de pouvoir arrêter souverainement certains extrémistes musulmans selon son bon vouloir. Not. Mais comme nos policiers, je m'inquiète de voir des sympathisants de l'Etat islamique se promener librement, combattants en Syrie compris. Beaucoup d'attentats en Europe sont l'œuvre de terroristes qui se trouvaient sur toutes les listes des services de renseignement et de la justice. Bonne chance pour expliquer cela après quand vous êtes au gouvernement. »

Bart De Wever va même plus loin et accuse Kris Peeters et le CD&V de le citer abusivement. « Peeters trouve que la plupart de nos propositions ne sont "pas sages", pour reprendre son expression favorite. Je le regrette.

Mais ce qui m'irrite, c'est que le CD&V et lui me citent à mauvais escient. Ils me font dire que le CD&V est un parti musulman, ce que je n'ai jamais dit. L'expression vient de leur propre président des jeunes CD&V. »

« Aucune division »

Dans la même interview, Kris Peeters avait relevé que la N-VA était elle-même divisée sur certains propos tenus durant l'été. Ainsi, le député Peter De Roover avait plaidé pour la pénalisation des sympathies ouvertement exprimées pour l'Etat islamique, prônant ainsi une exception à la liberté d'expression. Hendrik Vuye, en charge de la réflexion sur la future réforme de l'Etat pour le parti, s'était ensuite publiquement exprimé en indiquant que les libertés constitutionnelles devaient être préservées. Mais, pour Bart De Wever, il n'y a pas de divergence de vues :

« Je ne ressens aucune division dans le parti. Sur le fond, nous sommes tous convaincus que nous devons être mieux outillés contre une idéologie qui menace notre société. La discussion est purement juridique. Elle porte

sur la question de savoir s'il faut une modification législative ou si, au contraire, la législation actuelle suffit pour lutter contre l'islam extrémiste, tant du point de vue de la réaction que de la prévention. La même discussion a lieu partout en Europe. En Grande-Bretagne, Anjem Choudary, l'homme derrière Islam4UK, a été condamné à 10 ans de prison. Non pas sur la base de ce qu'il a fait, mais sur la base de ce qu'il a dit. Il est coupable parce qu'il a exprimé clairement son soutien à l'Etat islamique. Cela a suffi. La question c'est : est-ce que ce serait possible ici ? La réponse doit être positive. »

Qu'on se le dise : Bart De Wever est rentré de vacances. ■

B.Dy